

**Texte de l'intervention de Roland Nivet porte-parole national du Mouvement de la Paix à Brest le Dimanche 9 janvier à 14 h avant le départ de la manifestation pour une Europe de Paix, agissant pour la paix, le désarmement nucléaire, le climat, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne des migrants.
Non à la guerre, non à la Bombe**

Au regard de nos analyses générales sur la situation économique et stratégique du monde, agir pour une Europe de la paix suppose de s'attaquer au double carcan dans lequel est enfermée l'union européenne actuellement, à savoir **le carcan néolibéral** imposé par les traités de Maastricht de Lisbonne qui pousse les Etats à ouvrir leur service public à la concurrence, favorisant la dérégulation de l'économie, le dumping social et fiscal, à l'opposé d'une économie coopérative solidaire juste et durable conditions d'une politique de paix et d'une économie pour la paix.

Le deuxième carcan c'est le carcan de la militarisation qui se traduit par une augmentation des budgets militaires exigée par l'OTAN dont l'article 42 du traité de Lisbonne stipule « qu'elle reste pour les Etats qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre ».

Cette militarisation fondée sur le dogme de la puissance militaire comme facteur de sécurité, **pousse à la confrontation avec la Russie et à la relance d'une course aux armements y compris nucléaires**, dangereuses pour l'ensemble de la planète, voire susceptibles de menacer l'existence même de l'humanité pour ce qui concerne les armes nucléaires

. Face aux problèmes majeurs que sont le poids des dépenses militaires (2000 milliards de dollars chaque année au plan mondial, face aux inégalités de développement, aux dérèglements climatiques, à la crise sanitaire, la France et l'union européenne doivent favoriser des politiques de paix caractérisées par une diminution des dépenses d'armement et l'augmentation corrélative des investissements en faveur de la construction de la paix via la réalisation des droits humains.

Nous attendons des élus français et européens qu'ils agissent pour une union européenne agissant vraiment pour la paix, le climat, désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne pour les migrants qui fuient les guerres et la misère à travers les actions suivantes :

- Agir pour la **justice sociale** en s'alignant sur les législations les droits sociaux les plus avancés
- Fonder sa diplomatie sur la **prévention** et la résolution non militaire des conflits
- Agir conformément à la **charte des Nations unies** au principe de la **culture de la paix** définie par l'ONU
- S'engager pour le désarmement, en particulier nucléaire, en appelant à la **ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires** adopté à l'ONU le 7 juillet 2007 et entré en vigueur en janvier 2021 comme premier pas vers un monde débarrassé des armes nucléaires
- Agir pour la limitation et la fin du commerce des armes pour l'arrêt des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis qui tuent des innocents au Yemen pour la défense des traités internationaux de désarmement et favorise

leur ratification. Nous demandons que le ministre français des affaires étrangères ne se transforme pas en ministre des ventes d'armes.

- Favoriser **la conversion d'une partie des budgets militaires** en fonds pour le développement durable, juste et équitable et s'engager résolument dans la lutte contre le dérèglement climatique
- **Réorienter les 13 milliards du fonds européen de défense** (dont 7 milliards pour les industriels de l'armement et 3,5 milliards pour la recherche et développement militaire) vers une politique en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et le développement de programmes **Erasmus** et de **mobilité internationale des jeunes**
- Lutter contre les discriminations et favoriser le respect de la diversité linguistique et culturelle, la promotion des droits des femmes comme antidote à la montée des politiques xénophobes, racistes qui mettent en cause les droits humains en particulier les droits des migrants et des réfugiés sous la pression des forces d'extrême droite.
- **Opposer à la politique belliciste de l'OTAN, une sécurité commune reposant sur des mesures de confiance et des échanges mutuellement avantageux. Dans cet esprit la France devrait sortir de l'OTAN et agir pour sa dissolution. L'union européenne devrait mettre à son agenda une conférence paneuropéenne de type Helsinki 1975, associant tous les Etats de l'Europe géographique y compris la Russie**

vive la Paix, vive la justice sociale, vive l'amitié entre les peuples !!!



Roland Nivet en jaune et Alain Rouy (Bureau international de la Paix) avec l'écharpe rouge s'apprête à intervenir